



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 08/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE**

13 rue du 8 mai 1945  
80300 Fricourt

Références : 2026-E10001  
Code AIOT : 0005102229

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE implanté 13 rue du 8 mai 1945 80300 Fricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FER FRICOURT ENVIRONNEMENT RECYCLAGE
- 13 rue du 8 mai 1945 80300 Fricourt
- Code AIOT : 0005102229
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) exploite une installation de transit,

regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux, de papiers-cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets dangereux en petite quantité et de dépollution, démontage, broyage des véhicules hors d'usage (VHU) et de séparation de leur différents composants métalliques.

La société FER est soumise à autorisation et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 septembre 2017. Elle fait partie du groupe FABLON.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des eaux après épuration	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets	AP Complémentaire du 25/09/2017, article 1.1.9	Sans objet
3	Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets	AP Complémentaire du 25/09/2017, article 1.1.9	Sans objet
4	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.3.3	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.6.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs de conformité ont été demandés à l'exploitant sous 1 mois. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites d'émission des eaux après épuration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents avec dépassement VLE lors CI 2025
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. [...] DCO : 125 mg/l [...] Somme des métaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb : 15 mg/l si flux > à 10g/j [...] Fer, aluminium et composés : 5 mg/l si flux >20g/j [...] Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.
<b>Constats :</b>  A la lecture du rapport CERECO du 5 novembre 2025, le contrôle inopiné (CI) des eaux de rejets après épuration du 22 octobre 2025 présente trois dépassements des valeurs limite d'émission (VLE) dont un dépassement supérieur à deux fois la VLE pour le paramètre Fer et Aluminium : - Fer + Aluminium : 16,5 mg/l (concentration) pour une VLE à 5 mg/l - DCO : 174 mg/l (concentration) pour une VLE à 125 mg/l - Somme des métaux totaux : 22,1mg/l (concentration) pour une VLE à 15 mg/l. Ces dépassements sont récurrents sur les dernières années : CI 2024 : DCO à 190 mg/l (concentration) ; Fer + Alu à 12,8 mg/l (concentration) CI 2023 : DCO à 227 mg/l (concentration) ; Fer + Alu à 30 mg/l (concentration) CI 2022 : DCO à 264 mg/l (concentration)CI 2021 : DCO à 494 mg/l (concentration) ; Fer +Alu à 6,3 mg (concentration) Lors de la visite d'inspection, l'exploitant conteste les résultats du CI 2025 : selon lui, le prélèvement n'aurait pas dû avoir lieu car la météo était insuffisamment pluvieuse (prélèvement trop concentré sur une eau stagnante), et un seul prélèvement aurait été réalisé. Il admet un défaut interne relatif au non-respect de la procédure mise en place en début d'année 2025 en vue d'éviter cette situation (accès au point de rejets doit être validé par le directeur de site ou responsable délégué).  Depuis les résultats du dernier CI, l'exploitant : - n'a pas contacté le laboratoire CERECO pour contester le rapport du CI 2025. - a remonté le mur accueillant les déchets d'aluminium de deux mètres, ce mur étant limitrophe au point de rejets, - s'est rapproché de la société HYDRO'ENVIRONNEMENT afin d'étudier les solutions envisageables pour éviter les dépassements récurrents des concentrations en Fer + Aluminium. Il a transmis par courriel du 15/12/2025 un devis de 45 795 euros daté 9/12/2025 pour la mise en

place de 3 filtres complémentaires permettant le traitement des eaux avant rejet dans le milieu récepteur. Dans ce courriel, l'exploitant dit s'être engagé sur la mise en place d'un filtre à « charbon actif extrudé » et a rencontré sur site le 7 janvier 2026 la société HYDRO'ENVIRONNEMENT afin d'affiner son devis,

- a transmis par courriel du 15/12/2025 un rapport d'analyses du laboratoire AGROLAB du 10/12/2025 à partir d'un prélèvement résultant de 2 prélèvements le 4/12/2025. Dans ce rapport, aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration. Deux dépassements sont relevés : DCO à 44 mg/L en concentration (VLE max : 35), DCO à 170 mg/L en concentration (VLE max : 125). Concernant le suivi de ces deux derniers paramètres, l'exploitant affirme poursuivre avec la société ARTP le travail d'équilibre chimique engagé depuis plusieurs années.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un bon de commande signé attestant du choix du traitement des eaux de son site avant rejet dans le milieu récepteur. Ce bon de commande présentera a minima la mise en place en 2026 d'un filtre à « charbon actif extrudé », telle que proposée par l'exploitant, ou tout autre dispositif technique permettant une épuration équivalente.

Observation : Pour les prochains contrôles inopinés, l'exploitant s'assurera de l'effectivité de sa procédure d'accès au point de rejets et s'il conteste le rapport du contrôle inopiné, il se manifestera auprès de l'organisme de contrôle (copie ud-somme.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr) dès réception du rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/09/2017, article 1.1.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fréquence et opérateur de la surveillance

**Prescription contrôlée :**

Autosurveillance assurée par l'exploitant des eaux en sortie de séparateur à hydrocarbures

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Paramètres listés à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011	normalisé	annuelle

Une mesure des concentrations des différents polluants sus-visés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des

<p>capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée.</p> <p>Les polluants visés par l'article 4.3.8 (de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011) qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2025, trois mesures des concentrations des différents polluants sus-visés ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'une par le laboratoire CERECO dans le cadre d'un contrôle inopiné le 22/09/2025. Le rapport d'analyse n° B25/R12652/00006 du 5 novembre 2025 stipule que l'échantillonnage a été réalisé sous accréditation COFRAC selon la norme FD T 90-523-2 et qu'il résulte de deux prélèvements ponctuels espacés d'une demi-heure par temps pluvieux,</li> <li>- les deux autres mesures par le laboratoire AL-West B.V. du groupe AGROLAB : Le rapport d'analyse n°1604168 - 334950/3 du 10 décembre 2025 présente les résultats d'un prélèvement résultant de deux prélèvements ponctuels espacés d'une demi-heure le 10/09/2025. Le rapport d'analyse n°1642600 - 538896 du 10 décembre 2025 présente les résultats d'un prélèvement résultant de deux prélèvements ponctuels espacés d'une demi-heure le 10/09/2025. Le laboratoire Al-West B.V. est accrédité par l'organisme RVA lui-même reconnu par le COFRAC ; cette accréditation est valable jusqu'au 1er septembre 2028.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/09/2017, article 1.1.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des sédiments</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Tous les ans, l'exploitant fait également réaliser une analyse de la qualité des sédiments du fossé en sortie du séparateur à hydrocarbures (a minima sont analysées HCT, PCB et métaux).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse de la qualité des sédiments du fossé en sortie du séparateur à hydrocarbures, daté du 6 novembre 2024.</p> <p>Il a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 15 décembre 2025, un mail programmant le prélèvement des sédiments au 18 décembre 2025 et le bon pour accord signé le 15 décembre 2025 du devis n° 2025-DH-0180 de la société Analyco pour prélèvement et analyses des sédiments.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Observation</u> : Le résultats d'analyse de la qualité des sédiments du fossé en sortie du séparateur à hydrocarbures sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Installations électriques - Mise à la terre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts levés dans le rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

La dernière vérification de l'ensemble de l'installation électrique du site date du 08/01/2025 tels qu'en attestent les deux rapports DEKRA présentés lors de l'inspection et transmis par courriel du 9/12/2025 :

- Rapport quadriennal n° 095830632401R001 de vérification périodique du 4/02/2025 réalisé au titre du code du travail et arrêtés en application présente 3 observations ;
- Compte-rendu de vérification périodique Q18 ne présentant aucune observation.

L'exploitant explique qu'à réception des rapports si des anomalies sont identifiées il fait intervenir la société Technagri pour les corriger.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2011, article 7.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

D'après l'exploitant, une vérification annuelle des extincteurs est effectuée par la société SécuriFeu. Le compte-rendu de vérification SécuriFeu du 17/10/2025 a été présenté à l'inspection des installations classées : 51 extincteurs ont été vérifiés dont deux remplacés. L'inspection des installations classées a procédé à une vérification par sondage de trois extincteurs : 1 dans le local bureaux, 1 dans la zone Adblue, et 1 dans la zone Air liquide/vhu. Tous trois sont des extincteurs ABC affichant pour dernière date de vérification 10/2025.

Le site dispose par ailleurs d'une surveillance par caméra thermique couplée à un système d'arrosage automatique pour les parties du site accumulant des combustibles.

Un contrôle des deux cuves constituant la réserve en eau en cas d'incendie est réalisé annuellement et de façon inopinée par le SDIS. Le rapport de reconnaissance opérationnel 2025 des PEI a été présenté à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées a constaté de visu, en réponse aux observations de ce rapport, la mise en place d'un kit poteaux/chaînes anti-stationnement au devant des cuves et l'apposition d'étiquettes de numérotation des cuves.

**Type de suites proposées :** Sans suite